

1° langdurige pleegzorg : pleegzorg zoals omschreven in artikel 30^{sexies}, § 6, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en waarbij het kind als lid van dit gezin is ingeschreven in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar het gezin, de pleegouder of de pleegouders hun verblijfplaats (heeft) hebben;

2° kortdurende pleegzorg: alle vormen van pleegzorg die niet voldoen aan de voorwaarden voor langdurige pleegzorg;

3° onder toezicht gesteld kind: een kind waarvoor het personeelslid, of de persoon met wie het personeelslid samenwoont, door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende plaatsingsdienst of door de bevoegde jeugdbescherming voor pleegzorg is aangewezen;

4° pleegouders: de pleegouder die, in het kader van de pleegzorg, is aangewezen door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende plaatsingsdienst of door de bevoegde gemeenschapsdiensten voor Jeugdbescherming.

Art. 8. In artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "vier" vervangen door het woord "acht";

2° in het tweede lid wordt het woord "acht" vervangen door het woord "zestien".

Art. 9. In artikel 20, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "ten hoogste zes weken" vervangen door de woorden "ten hoogste acht weken, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, vermeerderd tot negen weken vanaf 1 januari 2023, tien weken vanaf 1 januari 2025 en elf weken vanaf 1 januari 2027".

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. § 1. De personeelsleden die voldeden aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor het adoptieverlof bedoeld in artikel 20 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de ambtenaren van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het comité van sector XVII, hebben recht op:

1° een extra week verlof voor degenen die tussen 1 januari 2019 en 31 december 2020 aan de voorwaarden voldeden;

2° twee extra weken verlof voor degenen die tussen 1 januari 2021 en de datum van inwerkingtreding van dit besluit aan de voorwaarden voldeden.

§ 2. Het in § 1 bedoelde aanvullend verlof moet noodzakelijkerwijs worden opgenomen uiterlijk binnen vier maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2022.

Art. 12. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 februari 2022.

Vanwege de regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/40500]

24 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités de création de la plateforme éducative visée à l'article 5 du décret 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Gouvernement de la Communauté française du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire, article 5 ;

Vu le « Test genre » du 30 mars 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation avec le comité de négociation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés, conclu en date du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu l'avis n° 152/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 10 septembre 2021 en application des articles 23 et 26 de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données et en application de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 1^{er} décembre 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « décret » : le décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire ;

2° « plateforme e-classe » : la plateforme de ressources éducatives destinées à l'ensemble des acteurs scolaires de la Communauté française visée à l'article 5 du décret ;

3° « RTBF » : la Radio-Télévision belge de la Communauté française de Belgique, entreprise publique autonome à caractère culturel de la Communauté française, régie par le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française ;

4° « SONUMA » : l'ASBL SONUMA créée par la RTBF et la Communauté française et ayant pour objet la digitalisation de supports, fonds et collections d'institutions audiovisuelles et culturelles, de musées, centres d'archives et bibliothèques, francophones belges, la préservation, la conservation, la valorisation et la diffusion du patrimoine digital audiovisuel et culturel, de toutes les façons possibles, dans le but de permettre l'accès le plus aisé à ce patrimoine à certains groupes cibles tels que l'enseignement, la recherche scientifique, les opérateurs culturels, et le public national et international et d'éduquer, divertir et informer le public le plus large possible ;

5° « ETNIC » : l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'information et de la communication, organisée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ;

6° « acteurs scolaires » : les acteurs visés à l'article 1^{er}, § 2, du décret ;

7° « tiers » : toute entité produisant des contenus d'intérêt pédagogique et répondant aux critères de qualité fixés dans les conventions visées à l'article 3.

Art. 2. La plateforme e-classe fait l'objet d'un partenariat entre le Ministère de la Communauté française, la RTBF et la SONUMA. Elle est évolutive et elle offre aux acteurs scolaires, ainsi qu'aux membres du Service général de l'Inspection la possibilité de consulter des ressources textuelles et audiovisuelles de qualité et validées, produites ou coproduites par le Ministère de la Communauté française, ou issues des fonds de la RTBF, de la SONUMA ou de tiers.

Art. 3. Les partenariats nécessaires à la création et au fonctionnement de la plateforme e-classe sont formalisés dans des conventions par les membres du partenariat visés à l'article 2.

Ces conventions définissent a minima les obligations/responsabilités respectives des différentes parties, les questions de droit de propriété intellectuelle, les questions de durée et de suivi du projet, ainsi que les questions de gestion éditoriale et de sélection des contenus afin d'assurer la qualité des ressources éducatives présentes sur la plateforme e-classe.

Art. 4. L'accès à la plateforme e-classe est réservé aux acteurs scolaires de la Communauté française et se réalise par un procédé d'identification-authentification sécurisé développé par l'ETNIC.

Art. 5. La plateforme e-classe offre les fonctionnalités suivantes :

1° la recherche des contenus s'effectue au moyen d'une interface qui comprend les fonctionnalités de navigation suivantes :

a) filtres de recherche (disciplines scolaires, niveaux scolaires, thèmes, types de ressources, sources) ;

b) moteur de recherche textuel ;

c) onglets du catalogue (ressources, vidéos, articles, thématiques, extraits vidéo, cartes mentales) ;

d) mots-clés de description des ressources ;

e) contenus associés ;

2° la consultation des contenus s'effectue au moyen d'une interface qui comprend les fonctionnalités suivantes :

a) fiche descriptive des contenus (illustration, titre, texte de présentation, métadonnées, mots-clés) ;

b) téléchargement de documents PDF hébergés sur la plateforme de ressources éducatives ;

c) lien url menant vers des sites web extérieurs et des ressources hébergées en dehors de la plateforme de ressources éducatives ;

d) lecteur vidéo pour la consultation des ressources audiovisuelles hébergées sur la plateforme de ressources éducatives ;

3° la création et le partage de contenus, et la personnalisation de l'interface, au moyen des fonctionnalités suivantes :

a) constitution de communautés de partage personnalisées ;

b) outils de création et de partage d'extraits vidéo et de cartes mentales à partir des contenus de la plateforme de ressources éducatives ;

c) définition du profil personnel d'utilisateur (centres d'intérêts, paramètre de confidentialité) ;

d) médiathèque personnelle des contenus de la plateforme de ressources éducatives (historique de consultation, épingles) ;

4° l'aide aux utilisateurs, au moyen des fonctionnalités suivantes :

a) une foire aux questions ;

b) un formulaire de contact.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 février 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40500]

24 FEBRUARI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de oprichting van het platform voor onderwijsmateriaal bedoeld in artikel 5 van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolsysteem en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolsysteem en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs, artikel 5 ;

Gelet op de « Gendertest » van 30 maart 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidsvormen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met het onderhandelingscomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra, afgesloten op 1 januari 2021 ;

Gelet op het advies nr. 152/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 10 september 2021 met toepassing van de artikelen 23 en 26 van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit en met toepassing van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens ;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gestuurd aan de Raad van State op 1 december 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende het gebrek aan mededeling van het advies binnen deze termijn ;

Gelet op het artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolsysteem en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs;

2° « e-klasse platform » : het platform voor onderwijsmateriaal bestemd voor alle schoolactoren van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 5 van het decreet ;

3° « RTBF » : de « Radio-Télévision belge de la Communauté française de Belgique », autonoom overheidsbedrijf van culturele aard van de Franse Gemeenschap, geregeld bij het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de " Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) " ;

4° « SONUMA » : de vzw SONUMA opgericht door de RTBF en de Franse Gemeenschap met als doel de digitalisering van Franstalige Belgische media, fondsen en collecties van audiovisuele en culturele instellingen, musea, archiefcentra en bibliotheken, de bewaring, conservatie, opwaardering en verspreiding van digitaal audiovisueel en cultureel erfgoed, op alle mogelijke manieren, met het doel om bepaalde doelgroepen zoals onderwijs, wetenschappelijk onderzoek, culturele actoren en het nationale en internationale publiek zo gemakkelijk mogelijk toegang te verlenen tot dit erfgoed en een zo breed mogelijk publiek op te leiden, op te vrolijken en te informeren;

5° « ETNIC » : het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologiën, georganiseerd door het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologiën van de Franse Gemeenschap) (ETNIC) ;

6° « schoolactoren » : de actoren bedoeld in artikel 1, § 2, van het decreet ;

7° « derde » : elke entiteit die inhoud van pedagogisch belang produceert en voldoet aan de kwaliteitscriteria bepaald in de overeenkomsten bedoeld in artikel 3.

Art. 2. Het e-klasse platform is het onderwerp van een partnerschap tussen het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de RTBF en SONUMA. Het is vatbaar voor verandering en biedt schoolactoren, alsook de leden van de Algemene Inspectiedienst de mogelijkheid om kwaliteitsvolle en gevalideerde tekstuele en audiovisuele middelen te raadplegen, geproduceerd of mede geproduceerd door het Ministerie van de Franse Gemeenschap, of uit fondsen van de RTBF, SONUMA of derden.

Art. 3. De partnerschappen die nodig zijn voor de oprichting en de werking van het e-klasse platform worden geformaliseerd in overeenkomsten door de leden van het partnerschap bedoeld in artikel 2.

Deze overeenkomsten bepalen ten minste de respectieve verplichtingen/verantwoordelijkheden van de verschillende partijen, vragen over intellectuele eigendomsrechten, vragen over de duur en de opvolging van het project, evenals vragen over redactioneel beheer en inhoudsselectie om de kwaliteit van het onderwijsmateriaal aanwezig op het e-klasse platform te waarborgen.

Art. 4. De toegang tot het e-klasse platform is voorbehouden aan schoolactoren uit de Franse Gemeenschap en wordt bereikt door een veilig identificatie-authenticatieproces ontwikkeld door ETNIC.

Art. 5. Het e-klasse platform biedt de volgende functies :

1° de inhoud wordt doorzocht via een interface die de volgende navigatiefuncties bevat:

- a) zoekfilters (schoolvakken, schoolniveaus, thema's, soorten hulpmiddelen, hulpmiddelen) ;
- b) tekstzoekmachine ;
- c) catalogustabbladen (hulpmiddelen, video's, artikelen, thema's, videoclips, mindmaps) ;
- d) trefwoorden voor de beschrijving van hulpmiddelen ;
- e) gerelateerde inhoud ;

2° de raadpleging van de inhoud gebeurt door middel van een interface die de volgende functies bevat :

- a) beschrijvingsfiche van de inhoud (illustratie, titel, presentatietekst, metadata, trefwoorden) ;
- b) het downloaden van PDF-documenten die worden gehost op het platform voor onderwijsmateriaal;
- c) url-link die leidt naar externe websites en hulpmiddelen die buiten het platform voor onderwijsmateriaal worden gehost ;
- d) videospeler voor het raadplegen van de audiovisuele hulpmiddelen die gehost worden op het platform voor onderwijsmateriaal ;

3° het maken en het delen van inhoud, en het aanpassen van de interface, door middel van de volgende functies :

- a) het creëren van gepersonaliseerde deelgemeenschappen;
- b) hulpmiddelen voor het maken en het delen van videoclips en mindmaps op basis van de inhoud van het platform voor onderwijsmateriaal ;
- c) definitie van het persoonlijke gebruikersprofiel (interesses, vertrouwelijkheidscriteria) ;
- d) persoonlijke mediatheek van de inhoud van het platform voor onderwijsmateriaal (historiek traceren, vermeldingen) ;

4° hulp aan gebruikers door middelen van de volgende functies :

- a) veelgestelde vragen ;
- b) een contactformulier.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 februari 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/40502]

24 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux frais de fonctionnement de la Commission consultative de planification de l'offre médicale en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juin 2021 relatif à la planification de l'offre médicale en Communauté française, article 5, alinéa 5 ;

Vu le « test genre » du 21 décembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 janvier 2022 ;

Vu l'avis de l'organe de concertation, donné le 18 janvier 2022, conformément à l'article 9, § 2, 1°, de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'avis 70.844/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 février 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que les membres de la Commission consultative de planification de l'offre médicale en Communauté française sont nommés pour une durée de quatre ans renouvelable ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, du contingentement et de l'agrément des professions des soins de santé ;